

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 28 septembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de
Promotion des Investissements Privés (PPIP)
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion
De l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

Madame l'Administrateur,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés et des contrats financés sur ressources internes et signés par le Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels (MEPNBRLA) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats du MEPNBRLA avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- le nettoyage des villes religieuses a donné lieu, pendant la même période du 10 janvier 2008, au lancement d'un appel d'offres ouvert attribué à GRAPHI PRINT pour un montant de 130 140 000 F CFA TTC et à une Demande de Renseignement et de Prix attribuée à SENSERP GIE pour un montant de 24 570 000 F CFA TTC en violation des dispositions de l'article 53 du NCMP relatif aux seuils de passation des marchés. Les services relatifs à l'appel d'offres ont été entièrement exécutés avant l'approbation du marché l'autorité compétente qui a ainsi entériné une opération de

régularisation, en violation des dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration.

- certaines dispositions du cahier des charges relatif à l'appel d'offres N° 2 portant sur la fourniture de casquettes et de tee - shirts ne sont pas conformes au NCMP. Ces non conformités portent d'une part, sur l'imprécision du montant de l'attestation de capacité financière exigée aux soumissionnaires (article 4 du cahier des charges) qui a eu pour effet l'élimination d'un candidat moins disant que l'attributaire, d'autre part, à la constitution de la garantie de bonne exécution qui doit intervenir dans les trente jours suivant la notification (article 7 du cahier des charges) contrevenant aux dispositions de l'article 113 du NCMP qui exige la constitution de ladite garantie au moment de la signature du contrat. Dans le cadre du processus d'attribution de ce marché, la Commission des Marchés a éliminé, au stade de l'ouverture des plis, un candidat ayant scanné sa garantie de soumission outrepassant ses prérogatives puisque seule l'absence de garantie de soumission est cause d'élimination à l'ouverture.
- l'appel d'offres N° 3 portant sur la fourniture de matériel d'assainissement a également donné lieu à l'élimination, à l'ouverture des plis, de deux soumissionnaires dont la durée de validité des garanties de soumission a été jugée non conforme alors qu'à ce stade, la Commission des Marchés aurait dû se limiter à recueillir les garanties de soumission et à consigner leurs durées de validité dans le procès verbal d'ouverture des plis sans apprécier leur conformité ou non, rôle qui est dévolu à la Commission d'Evaluation dont les membres sont désignés dans le procès verbal d'ouverture. Nous notons aussi que le dossier de passation ne comporte pas les procès verbaux de réception prouvant l'exécution effective de la prestation.
- l'appel d'offres N° 4 relatif à la fourniture d'effets, d'habillements militaires et d'accessoires a donné lieu à l'élimination d'un candidat qui n'a pas fourni l'attestation de capacité financière exigée dans l'article 4 du cahier des charges alors que cette même attestation fournie par l'attributaire n'est pas conforme aux exigences du cahier des charges qui fixe son montant à une fois et demie le montant de la soumission (soumission de l'attributaire 123 850 000 F CFA, montant de l'ACF 150 000 000 F CFA au lieu de 185 775 000 F CFA). Il s'agit d'une rupture manifeste du principe d'égalité des soumissionnaires. Le procès verbal d'attribution fait état d'une vérification des compléments de dossiers administratifs de deux soumissionnaires alors que le procès verbal d'ouverture des plis, qui ne leur a pas été transmis en violation des dispositions de l'article 67 - 4 NCMP, ne mentionne nullement qu'un délai leur avait été accordé pour fournir lesdites pièces manquantes. Enfin, ce marché a été exécuté à hauteur de 37 999 500 F CFA TTC en raison d'une insuffisance des crédits qui ont subi une ponction.
- des clauses discriminatoires et abusives ont été introduites dans les dossiers d'appel d'offres relatifs d'une part à la réalisation et d'autre part à l'entretien et la maintenance des bassins de rétention qui ont pour effet d'entraver le libre accès à la commande publique.
- la pratique du fractionnement des marchés a été constatée sur plusieurs types d'acquisitions (entretien et réparations de véhicules, maintenance informatique, consommables informatiques) avec une démultiplication de DRP qui, en valeurs cumulées dépassent le seuil de passation des marchés par appel d'offres.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux

- des pièces importantes ne sont pas versées aux dossiers de passation (cahier des charges, lettres de consultation, bon de commande, contrat, bon de livraison, PV de réception...).
- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le MEPNBRLA;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP;

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

SOMMAIRE

| | | |
|-------|--|----|
| | Lexique des abréviations et sigles | 4 |
| 1 | Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations | 7 |
| 1.1 | Non conformités identifiées | 8 |
| 1.2 | Formulation de recommandations | 8 |
| 1.3 | Tableau récapitulatif des violations du NCMP par marché | 10 |
| 2 | Contexte de l'intervention et objectifs de la mission | 17 |
| 2.1 | Contexte de l'intervention | 17 |
| 2.2 | Objectifs de la mission | 17 |
| 2.3 | Tâches du consultant | 18 |
| 2.4 | Rapports attendus et durée de la mission | 20 |
| 3 | Approche méthodologique | 22 |
| 3.1 | Revue des textes | 22 |
| 3.2 | Analyse de l'environnement de la passation des marches | 23 |
| 3.3 | Vérification des différentes étapes de la passation des marches | 23 |
| 4 | Résultats de nos travaux | 26 |
| 4.1 | Observations sur l'environnement de la passation des marches | 26 |
| 4.2 | Périmètre Couvert | 28 |
| 4.3 | Examen des marchés | 28 |
| 4.3.1 | Marchés conclus par Appel d'offres | 29 |
| 4.3.2 | Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix | 39 |

Liste des abréviations et sigles

| | |
|----------|---|
| AC | Autorités Contractantes |
| ARMP | Autorité de Régularisation des Marchés Publics |
| ARTP | Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes |
| BTP | Bâtiments et Travaux Publics |
| CM | Commission des Marchés |
| CMP | Code des Marchés publics |
| CNCA | Commission Nationale des Contrats de l'Administration |
| CNQCE | Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises |
| COA | Code des Obligations de l'Administration |
| COF | Coordonateur des Opérations Financières |
| CPM | Cellule de Passation des Marchés |
| DAC | Dossier d'Appel à la Concurrence |
| DAGE | Direction de l'Administration Générale de l'Equipement |
| DAO | Demande d'Appel d'Offres |
| DBRLA | Direction des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels |
| DCMP | Direction Centrale des Marchés Publics |
| DEEC | Direction de l'Environnement des Etablissements Classés |
| DEFCCS | Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation |
| DMI | Demande à Manifestation d'Intérêt |
| DP | Demande de Propositions |
| DPN | Direction des Parcs Nationaux |
| DRP | Demande de Renseignements et de Prix |
| ED | Entente Directe |
| GIE | Groupement d'Intérêt Economique |
| HT | Hors Taxes |
| NCMP | Nouveau Code des Marchés Publics |
| MEF | Ministère de l'Economie et des Finances |
| MEPNBRLA | Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels |
| PM | Premier Ministre |
| PPM | Plan de Passation des Marchés |
| PRM | Personne Responsable du Marché |
| PV | Procès Verbal |
| RAPEV | Rapport d'Evaluation |
| TDR | Termes De Référence |
| TTC | Toutes Taxes Comprises |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| UEMOA | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine |

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES

| SYNTHESE DES NON CONFORMITES |
|---|
| <p>Les non conformités relevées se présentent comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none">1. le nettoyage des villes religieuses a donné lieu, pendant la même période du 10 janvier 2008, au lancement d'un appel d'offres ouvert attribué à GRAPHI PRINT pour un montant de 130 140 000 F CFA TTC et à une Demande de Renseignement et de Prix attribuée à SENSERP GIE pour un montant de 24 570 000 F CFA TTC en violation des dispositions de l'article 53 du NCMP relatif aux seuils de passation des marchés. Les services relatifs à l'appel d'offres ont été entièrement exécutés avant l'approbation du marché l'autorité compétente qui a ainsi entériné une opération de régularisation, en violation des dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration ;2. certaines dispositions du cahier des charges relatif à l'appel d'offres N° 2 portant sur la fourniture de casquettes et de tee - shirts ne sont pas conformes au NCMP. Ces non conformités portent d'une part, sur l'imprécision du montant de l'attestation de capacité financière exigée aux soumissionnaires (article 4 du cahier des charges) qui a eu pour effet l'élimination d'un candidat moins disant que l'attributaire, d'autre part, à la constitution de la garantie de bonne exécution qui doit intervenir dans les trente jours suivant la notification (article 7 du cahier des charges) contrevenant aux dispositions de l'article 113 du NCMP qui exige la constitution de ladite garantie au moment de la signature du contrat. Dans le cadre du processus d'attribution de ce marché, la Commission des Marchés a éliminé, au stade de l'ouverture des plis, un candidat ayant scanné sa garantie de soumission outrepassant ses prérogatives puisque seule l'absence de garantie de soumission est cause d'élimination à l'ouverture ;3. l'appel d'offres N° 3 portant sur la fourniture de matériel d'assainissement a également donné lieu à l'élimination, à l'ouverture des plis, de deux soumissionnaires dont la durée de validité des garanties de soumission a été jugée non conforme. A ce stade, la Commission des Marchés aurait dû se limiter à recueillir les garanties de soumission et à consigner leurs durées de validité dans le procès verbal d'ouverture des plis sans apprécier leur conformité ou non, rôle qui est dévolu à la Commission d'Evaluation dont les membres sont désignés dans le procès verbal d'ouverture. Nous notons aussi que le dossier de passation ne comporte pas les procès verbaux de réception prouvant l'exécution effective de la prestation ; |
| |

SYNTHESE DES NON CONFORMITES

4. l'appel d'offres N° 4 relatif à la fourniture d'effets, d'habillements militaires et d'accessoires a donné lieu à l'élimination d'un candidat qui n'a pas fourni l'attestation de capacité financière exigée dans l'article 4 du cahier des charges alors que cette même attestation fournie par l'attributaire n'est pas conforme aux exigences du cahier des charges qui fixe son montant à une fois et demie le montant de la soumission (soumission de l'attributaire 123 850 000 F CFA, montant de l'ACF 150 000 000 F CFA au lieu de 185 775 000 F CFA). Il s'agit d'une rupture manifeste du principe d'égalité des soumissionnaires. Le procès verbal d'attribution fait état d'une vérification des compléments de dossiers administratifs de deux soumissionnaires alors que le procès verbal d'ouverture des plis, qui ne leur a pas été transmis en violation des dispositions de l'article 67 - 4 NCMP, ne mentionne nullement qu'un délai leur avait été accordé pour fournir lesdites pièces manquantes ;
5. des clauses discriminatoires et abusives ont été introduites dans les dossiers d'appel d'offres relatifs d'une part à la réalisation et d'autre part à l'entretien et la maintenance des bassins de rétention qui ont pour effet d'entraver le libre accès à la commande publique ;
6. la pratique du fractionnement des marchés a été constatée sur plusieurs types d'acquisitions (entretien et réparations de véhicules, maintenance informatique, consommables informatiques) avec une démultiplication de DRP qui, en valeurs cumulées dépassent le seuil de passation des marchés par appel d'offres.

1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATION

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

Le Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels doit veiller à une stricte application du NCMP et plus particulièrement dans ses dispositions relatives :

1. aux dispositions de l'article 53 du NCMP relatif aux seuils de passation des marchés et à celles relatives à l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration qui proscrit la régularisation ;
2. aux dispositions de l'article 113 du NCMP qui exige la constitution de ladite garantie au moment de la signature du contrat et à celles de l'article 45 du NCMP stipulant que le défaut de fourniture de la garantie de soumission est la seule condition pouvant entraîner le rejet d'une offre à l'ouverture des plis ;
3. à la Commission des Marchés qui doit se limiter à recueillir les garanties de soumission et à consigner leurs durées de validité dans le procès verbal d'ouverture des plis, au classement des procès verbaux dans le dossier de passation de marché ;
4. au principe d'égalité des soumissionnaires ainsi qu'à la mention de toutes les informations requises dans les procès verbaux pouvant influencer sur l'attribution du marché ;
5. à l'évaluation des soumissionnaires sur la base de critères objectifs définis dans le DAO ;
6. aux dispositions de l'article 53 sur les seuils et champs d'application des procédures de marché.

1.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

| Non conformités identifiées | APPEL D'OFFRES N° | | | |
|---|-------------------|--------|--------|-------|
| | 1-SAGE | 2-SAGE | 3-SAGE | 4-DPN |
| Violation de l'article 9 du NCMP | √ | | | |
| Violation de l'article 13 sur les mentions obligatoires du NCMP | √ | | | |
| Violation de l'article 27 du NCMP relatif à la personne responsable de marché | √ | | | |
| Violation des dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration. | √ | | | √ |
| Violation des articles 43,44 et 45 du NCMP sur l'accès à la commande publique | | √ | √ | |

| Non conformités identifiées | APPEL D'OFFRES N° | | | |
|---|-------------------|----------|---------|---------|
| | 5- DPN | 8-DEFCCS | 1-DBRLA | 3-DBRLA |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | | | | √ |
| Violation de l'article 7 du NCMP sur les noms de marque | | | | √ |
| Violation de l'article 9 du NCMP | | √ | √ | |
| Non respect des dispositions du cahier des charges en violation de l'article 59 | | | | √ |
| Violation des articles 43,44 et 45 du NCMP sur l'accès à la commande publique | √ | | | |
| Non respect des modalités de règlements contractuels ou modalités non conformes au NCMP en violation des articles 91,92 et 93 du NCMP | | | √ | √ |

| Description | SERVICE DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT | | | | |
|---|--|---------------------------|-------------------------|--|-------------------------|
| Nature des prestations | 1. Consommables informatiques | 3. Abonnement de journaux | 4. Nettoyement de Touba | 8. Matériel de lutte contre les feux de brousses | 9. Réparation véhicules |
| Attributaires | JET EQUIP | Mamadou S. DRAME | SENSERP-GIE | GIE – Sci | Mor Kane |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 7 999 220 | 4 000 000 | 24 570 000 | 14 499 250 | 10 045 680 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non respect des seuils de passation des marchés en violation de l'article 53 du NCMP | | | √ | | |

| Description | SERVICE DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT | | | | |
|---|--|----------------------------|------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| Nature des prestations | 10. Acquisition produits d'entretien | 11. Banderolles (JME) 2008 | 13. Plan de communication JME 2008 | 16. Arbre de Noël (Jouets) | 20. Réparation véhicules |
| Attributaires | Mme Fatou Ndiaye | Entreprise Khadidiatou | Ets Aw et Frères | SENI | Thierno Niang |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 4 999 660 | 4 158 379 | 5 841 000 | 14 800 150 | 5 801 529 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ETABLISSEMENTS CLASSES | | | | |
|---|---|-------------------------|--|---|---|
| Nature des prestations | 1. Consommables informatiques | 3. Equipement de bureau | 4. Configuration du réseau informatique et paramétrage | 10. Entretien et maintenance informatique | 11. Travaux de peinture des locaux de la DEEC |
| Attributaires | SPA | AFDIS GIE | Distribution Plus | EFED | CDES |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 8 999 978 | 14 115 500 | 11 939 606 | 10 330 900 | 8 705 379 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ | | |

| Description | DIRECTION DES BASSINS DE RETENTION ET DES LACS ARTIFICIELS | | | |
|---|---|-------------------------------|-----------------------------------|--|
| Nature des prestations | 1. Entretien & Réparation Véhicules | 3. Consommables informatiques | 4. Matériel et mobilier de bureau | 6. Entretien et maintenance informatique |
| Attributaires | Shell PASTEUR | Polyservices | Polyservices | ADB GROUP |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 5 000 000 | 7 135 000 | 5 019 000 | 7 957 000 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DES BASSINS DE RETENTION ET DES LACS ARTIFICIELS | | |
|---|---|-------------------------------------|------------------------------------|
| Nature des prestations | 7. Réparation véhicules | 10. Autres achats biens et services | 13. Autres prestations de services |
| Attributaires | Mor KANE | POLYSERVICES | KPMG |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 6 750 000 | 10 000 000 | 6 000 000 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DES PARCS NATIONAUX | | |
|---|--------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| Nature des prestations | 1. BCI Mobilier de bureau | 3. BCI Mobilier de bureau | 2. BG Consommables informatiques |
| Attributaires | Daoud bureau | Daoud bureau | Burotic – diffusion |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 2 796 600 | 1 899 800 | 9 495 696 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DES PARCS NATIONAUX | | |
|---|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Nature des prestations | 3. BG Consommables informatiques | 4. BG Fontaines à eau | 5. BG Fournitures de bureau |
| Attributaires | Burotic – diffusion | Khar yalla entreprise | Kalla-multiservices |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 2 504 078 | 1 200 000 | 6 592 955 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DES PARCS NATIONAUX | | |
|---|--------------------------------------|---------------------------------|------------------------------|
| Nature des prestations | 6. BG Fournitures de bureau | 7. BG Fournitures informatiques | 10. BG Matériel de campement |
| Attributaires | Kalla-multiservices | Burotic – diffusion | Senegal-multiservices |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 3 337 807 | 8 800 962 | 7 326 443 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DES PARCS NATIONAUX | | |
|---|--------------------------------------|------------------------------|--|
| Nature des prestations | 11. BG Pneumatiques | 14. BG Fournitures véhicules | 16. BG Entretien matériel informatique |
| Attributaires | Top pneus | Keur mame diarra | Burotic – diffusion |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 13 776 854 | 6 199 352 | 4 041 500 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DES EAUX, FORETS, CHASSES ET DE LA CONSERVATION DES SOLS | | |
|---|---|----------------------------------|--|
| Nature des prestations | 1.1. Fourniture de bureau | 62.1.3. Consommable informatique | 62.2.6.13. Réparation parcs automobile |
| Attributaires | EDEN | SINPAC | TECHNOVIA |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 9 999 975 | 10 982 260 | 9 000 000 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DES EAUX, FORETS, CHASSES ET DE LA CONSERVATION DES SOLS | | | |
|--|---|---|---------------------------------------|--------------------------|
| Nature des prestations | 62.9 .9.6. Produits divers | 62.9 .9.9. Carnet d'exploitation forestier | 61.9.9.4. Matériel de pépinière | 61.9.9.5. Pneumatique |
| Attributaires | CARI | GIE Alouch | ELITE | ETS Malaye |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 14 750 000 | 14 904 462 | 14 611 350 | 14 627 461 |
| Marchés non prévus dans le plan de passation des marchés en violation de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés en violation de l'article 13 du NCMP | √ | √ | √ | √ |
| Montant proche du seuil et champs d'application des procédures de passation de marchés relatifs à l'article 53 | √ | √ | √ | √ |

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ;

budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP)
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP.
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION

1. Le Consultant devra produire
 - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
 - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

SECTION 3

APPROCHE METHODOLOGIQUE

3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics,
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP,
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics,
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration,
- règlement Général de la Comptabilité Publique....

3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère chargé de l'Environnement pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés,

3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu du MEPNBRLA avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,

- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

SECTION 4

RESULTATS DES TRAVAUX

4 RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des Lacs Artificiels (MEPNBRLA) est structuré comme suit :

Ministre d'Etat

**Directeur
de Cabinet**

| Conseillers techniques et personnel administratif du Cabinet | | Directions techniques | Services rattachés et établissements sous tutelle |
|--|--------------------|---|--|
| CT1 | Chef de Cabinet | <u>Direction de l'Environnement et des Etablissements classés (DEEC)</u> | <u>Centre de suivi écologique (CSE)</u> |
| CT2 | Attaché de Cabinet | <u>Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols (DEFCCS)</u> | <u>Centre national de formation des techniciens des Eaux et Forêts et des parcs nationaux (CNFTEFPN)</u> |
| CTD | Chargé de mission | <u>Direction des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels (DBRLA)</u> | <u>Secrétariat Permanent du CONSERE (SP/CONSERE)</u> |
| CTD | Chargé de mission | <u>Direction des Parcs nationaux (DPN)</u> | <u>Cellule d'éducation et de formation environnementale (CEFE)</u> |
| CTD | IAAF | | <u>Cellule des études, de la planification et du suivi (CEPS)</u> |
| Conseiller en communication | SAGE | | |

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés préparé par le MEPNBRLA et transmis à la DCMP, de l'état d'exécution dudit plan et de l'avis général de passation des marchés. Le rapprochement de ce PPM avec l'état d'exécution du PPM a permis de constater que 3 appels d'offres ont été lancés et exécutés en 2008 alors qu'ils ne figuraient pas dans le PPM en violation des dispositions de l'article 6 du NCMP. Nous constatons également les DRP ne sont pas incluses dans le PPM.

Une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés ont été instituées conformément aux dispositions de l'arrêté 11 586 pris en application de l'article 35 du NCMP. Les décisions de nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés nous ont été transmises de même les copies des attestations de prise de connaissance de la Charte d'Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics).

Notons que les membres de la Cellule de Passation des Marchés occupent déjà d'autres fonctions. Cette CPM comprend un Coordonateur qui est un agent du Bureau des Marchés et deux Gestionnaires provenant respectivement du SAGE et de la DPN. Les membres de la CPM et de la CM ont tous une bonne connaissance des dispositions du NCMP comme l'atteste le degré de formalisation des procédures mises en œuvre et, sous quelques réserves, la qualité des documents de passation des marchés.

La Commission des Marchés du MEPNBRLA n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus élaboré et transmis ses rapports trimestriels.

Rappel des seuils applicables au MEPNBRLA en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

| Type de marchés | Seuils de passation | Seuil de contrôle DCMP sur DAC | Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV | Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT |
|-----------------------------|---------------------|--------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| Travaux | 25 | 250 | 100 | 800 |
| Fournitures et services | 15 | 150 | 40 | 400 |
| Prestations Intellectuelles | 25 | 150 | 40 | 350 |

Comme indiqué ci – avant, le MEPNBRLA a bien formalisé toute la démarche de passation de marchés publics par :

- l'élaboration de dossiers d'appels d'offres utilisant autant que possible les dossiers types,
- l'élaboration de lettres d'invitation et de cahiers des charges pour les DRP,
- l'élaboration des procès verbaux d'ouvertures des plis
- l'élaboration de procès verbaux d'évaluation technique d'offres
- l'élaboration de procès verbaux d'attribution provisoire
- l'élaboration de lettres de notification d'attribution définitive,
- l'élaboration de contrats.

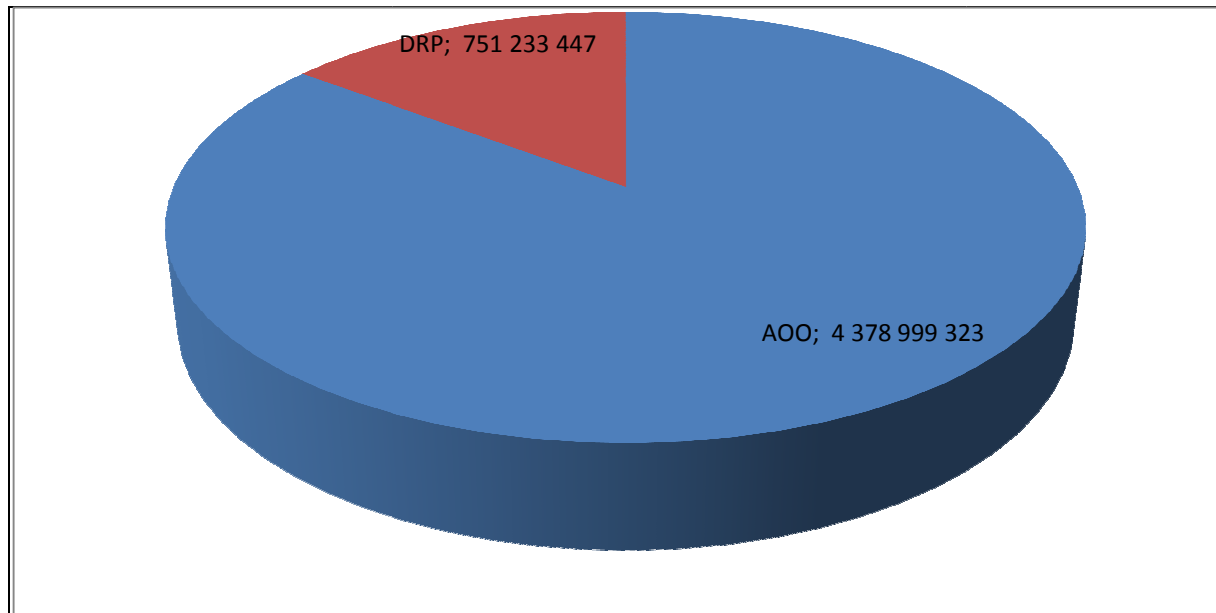
4.2 PERIMETRE COUVERT

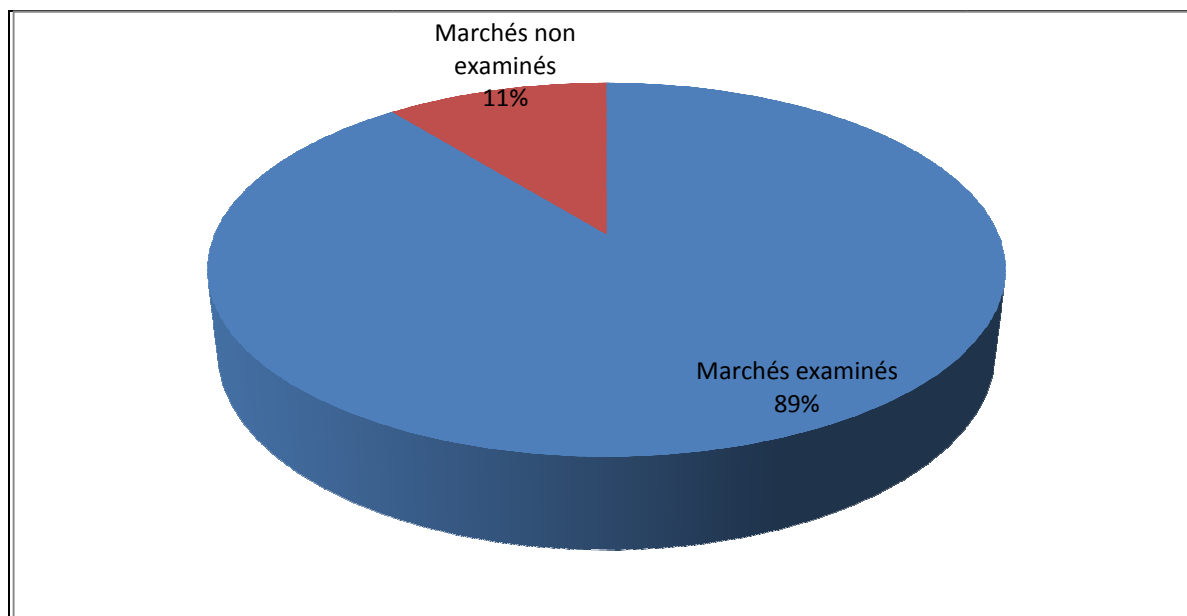
| Modes de passation de marchés | Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008 | | Typologie des marchés examinés lors de la présente revue | | Taux de couverture | |
|--|--|----------------------|--|----------------------|--------------------|---------------|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| Appel d'offres ouvert (AOO) | 12 | 4 378 999 323 | 9 | 4 172 786 302 | 75% | 96,48% |
| Appel d'offres restreint (AOR) | | | | | | |
| Demande de Proposition (DP) | | | | | | |
| Demande de Renseignements et de Prix (DRP) | 145 | 751 233 447 | 40 | 355 514 786 | 27,59% | 47,32% |
| Entente directe (ED) | | | | | | |
| TOTAL | 157 | 5 130 232 770 | 49 | 4 528 301 088 | 31,21% | 89,21% |

4.3 EXAMEN DES MARCHES

Un échantillon a été constitué à partir de la liste des marchés exécutés conformément aux termes de référence.

Nous avons examiné 9 appels d'offres et 40 DRP soit un taux de couverture de 31,21% en nombre et 89,21 % en valeur.





4.3.1 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels a conclu au cours de l'exercice sous revue, 12 marchés suite au lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert sur le 35 initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 34,28 %. L'échantillon sur lequel ont porté nos travaux représente 75,00 % en nombre et 96,48 % en valeur. Les principales constatations sont présentées ci - après :

AOO N° 1 – SAGE - NETTOIEMENT DES VILLES RELIGIEUSES AVANT ET APRES LES CEREMONIES RELIGIEUSES

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 10 janvier 2008

Date de dépôt des offres : 07 février 2008

Délai de préparation des offres : 27 jours

Date d'attribution: 07 février 2008

Date d'approbation: 06 Mai 2008

Date de notification: 7 Mai 2008

Délai d'exécution : 20 jours

Attributaires : GRAPHI PRINT pour un montant de 130 140 000 F CF TTC

Non conformités identifiées

- de nombreuses anomalies ont été identifiées dans les dispositions du cahier des charges qui stipule dans son article 3 que « le Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels n'est pas obligé de retenir l'offre la moins disante mais celle qui est substantiellement conforme ». Cette disposition est contraire à l'article 60 du NCMP qui stipule que le marché est attribué au candidat réunissant les conditions de qualification et qui remet l'offre conforme évaluée la moins disante.
- dans son article 7, le cahier des charges précise que la garantie de soumission peut se présenter sous la forme d'un chèque de banque ou d'un chèque certifié alors que cette

garantie de soumission doit prendre la forme d'une caution bancaire délivrée par un organisme financier dûment habilité par le Ministère de l'Economie et des Finances.

- l'article 18 du cahier des charges relatif à l'évaluation des offres ne donne aucune indication sur les critères retenus et leurs poids respectifs dans l'évaluation des offres des soumissionnaires contrevenant aux dispositions de l'article 59 du NCMP.
- l'article 17 du cahier des charges prévoit une visite préalable des lieux, à la demande des soumissionnaires qui le désirent, alors que le principe d'égalité voudrait que cette visite soit planifiée et organisée pour l'ensemble des soumissionnaires et donne lieu à la rédaction d'un procès verbal de visite transmis à tous les candidats.
- la lettre de notification de l'attribution provisoire porte la signature du Président de la Commission des Marchés en violation de l'article 27 du NCMP qui dit que la procédure de marché est conduite par la Personne Responsable du Marché qui est habilitée à signer au nom de l'Autorité Contractante.
- en plus du présent appel d'offres, l'opération de nettoyage des villes religieuses a fait l'objet de la DRP N° 4 en date du 10 janvier 2008 attribuée pour un montant de 24 570 000 F CFA nettement au dessus du seuil de passation des marchés fixé à 15 000 000 F CFA.
- ce marché a été approuvé le 22 janvier 2009 après que les prestations ont déjà été exécutées (le marché a été attribué le 7 février 2008) soit pratiquement un an avant son approbation. Ceci constitue une infraction à l'article 44 du COA.
- les membres de la commission ont été convoqués le 6 février 2008 alors que le dépouillement devait se tenir le 7 du même mois soit un délai d'un jour qui n'est pas conforme à l'article 13 du NCMP qui précise que les convocations des membres de la commission doivent se faire 5 jours avant la date d'ouverture des plis.

Recommandations

- apporter plus de soin à la préparation des cahiers des charges en utilisant les documents – types ;
- la Personne Responsable des Marchés doit exercer la plénitude de ses attributions.
- les dispositions du NCMP relatives au respect des seuils de passation des marchés doivent être appliquées avec rigueur.
- les convocations des membres de la commission des marchés doivent être transmises conformément aux règles édictées dans le NCMP.
- verser les procès verbaux de réception dans les dossiers de passation des marchés
- transmettre des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires.
- se conformer à la nouvelle terminologie du NCMP lors de la rédaction des procès verbaux.
- régler les prestations seulement après production d'une pièce justifiant l'effectivité de la prestation

AOO N° 2 – SAGE - ACQUISITION DE TEE - SHIRTS ET CASQUETTES (LOTS 1 ET 2)

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 23 janvier 2008

Date de dépôt des offres : 18 février 2008

Délai de préparation des offres : 25 jours

Date d'attribution: 06 mars 2008

Date d'approbation:

Date de notification: 07 mai 2008

Délai d'exécution : non mentionné dans le contrat

Attributaires: ETS DEMBA KA pour un montant de 140 656 000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- les offres de certains soumissionnaires ont été déclarées irrecevables à l'ouverture des plis pour des raisons liées soit à la non - conformité des durées de validité des garanties de soumission, soit à la présentation d'une garantie de soumission scannée. En principe, la seule cause d'irrecevabilité des offres à l'ouverture c'est l'absence de garantie de soumission. La Commission des Marchés doit se limiter au moment de l'ouverture des plis à consigner sur procès verbal la production ou la non production des pièces, leurs durées de validité, etc. Il appartient à la Commission d'Evaluation de se prononcer sur la régularité ou non des pièces fournies par les soumissionnaires.
- le deuxième moins disant (ETABLISSEMENT DEMBA KA) a été proposé par la Commission d'Evaluation comme attributaire provisoire de l'appel d'offres et le moins disant FOREVER GRAPHIC GROUP a été éliminé pour défaut de fourniture d'une attestation de capacité financière.

Recommandations

- le procès verbal d'ouverture des plis doit constater la production ou non des pièces requises dans le DAO. Dans le cas spécifique de la garantie de soumission, la commission d'ouverture des plis n'est pas habilitée à se prononcer sur la validité ou non des cautions ; elle doit se limiter à mentionner qu'elle est fournie ou pas et à noter sa date limite de validité. L'appréciation de la conformité ou non des garanties est du ressort de la Commission d'Evaluation.
- l'attestation de capacité financière ne traduit pas un engagement de la banque comme c'est le cas pour la garantie de soumission qui constitue un véritable engagement hors bilan qui peut être appelé en cas de besoin. Aussi, nous estimons que son absence ne devrait pas entraîner l'élimination d'un soumissionnaire puisqu'elle ne garantit pas que le banquier financera l'opération en cas d'attribution du marché à son client.

AOO N° 3 – SAGE - FOURNITURES DE MATERIELS D'ASSAINISSEMENT

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres :

Date de dépôt des offres : 22 février 2008

Délai de préparation des offres : jours

Date d'attribution: 07 mai 2008

Date d'approbation: 24 septembre 2008

Date de notification:

Délai d'exécution : non mentionné dans le contrat non daté

Attributaires: SEVAM pour un montant de 146 685 800 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- la Commission des Marchés a éliminé à l'ouverture trois soumissionnaires dont deux pour cautions non conformes et un pour absence de caution. Si la non - recevabilité de l'offre

du soumissionnaire n'ayant pas fourni de garantie de soumission est justifiée, l'élimination des deux autres dont la durée de validité de la caution n'a pas été jugée conforme ne se justifie pas à l'ouverture des plis. C'est plutôt au moment de l'évaluation que la Commission d'Evaluation apprécie la conformité ou la non – conformité de la garantie de soumission et se prononce sur l'opportunité ou non d'examiner les offres des soumissionnaires en cause.

- La lettre de notification du marché à l'attributaire n'est pas versée au dossier de passation ; il en est de même de l'attestation de service fait qui doit être jointe à la liasse de règlement

Recommandations

- à l'ouverture des plis, la Commission des Marchés ne peut déclarer irrecevables que les offres des soumissionnaires n'ayant pas fourni de garantie de soumission lorsque cette dernière est exigée dans le dossier d'appel d'offres. En revanche, elle doit se limiter à consigner dans le procès verbal d'ouverture les dates de validité des cautions fournies à charge pour la Commission d'Evaluation d'apprécier la conformité ou la non – conformité de la garantie de soumission et de se prononcer sur l'opportunité ou non d'examiner les offres des soumissionnaires en cause.
- verser dans le dossier de passation les pièces relatives au suivi et à la gestion du marché.

AOO N° 4 - DPN - ACQUISITION D'HABILLEMENT ET D'EFFETS MILITAIRES

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 14 février 2008

Date de dépôt des offres : 17 mars 2008

Délai de préparation des offres : 31 jours

Date d'attribution: 27 mars 2008

Date d'approbation: 05 février 2009

Date de notification: 05 février 2009

Délai d'exécution : pas de contrat

Attributaires: ETS GORA ATHJ pour un montant de 37 999 500F CFA TTC

Non conformités identifiées

- un délai anormalement long d'un an s'est écoulé entre la date de lancement de l'avis spécifique de passation des marchés (14 février 2008) et la date d'approbation et de notification du marché (5 février 2009) qui est intervenue bien au - delà des périodes de validité des offres, des garanties de soumission et attestations de capacité financière. Notons sous ce rapport que le montant de l'attestation de capacité financière produite par l'attributaire n'était pas conforme au cahier des charges au moment où la Commission des Marchés l'a proposé comme attributaire provisoire. Par ailleurs, le délai de validité prorogé de la garantie de soumission reste antérieur à la date de notification du marché.
- le marché a été partiellement exécuté avant son approbation et sa notification au fournisseur comme l'atteste le procès verbal de réception en date du 8 décembre 2008 en violation des dispositions du NCMP et de l'article 16 du cahier des charges.

Recommandations

- la Commission des Marchés doit demander systématiquement la prorogation des délais de validité des offres et des garanties lorsque la procédure risque de ne pas être bouclée dans les délais requis.
- la DCMP doit refuser d'entériner la régularisation de marchés déjà exécutés (article 44 du COA).

AOO N° 5 - DPN - FETES ET CEREMONIES

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 14 février 2008

Date de dépôt des offres : 17 mars 2008

Délai de préparation des offres : 31 jours

Date d'attribution: 25 mars 2008

Date d'approbation: Néant

Date de notification : Néant

Délai d'exécution :

Attributaires: ETS GANDIOL pour un montant de 22 030 600 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- ce marché n'a pas donné lieu à une large publicité pour permettre aux fournisseurs potentiels de concourir puisque l'avis d'appel d'offres n'est paru qu'une seule fois dans le quotidien « Soleil » le 17 mars 2008. Ceci explique le faible nombre de soumissionnaires à avoir retiré le DAO (trois) et à avoir déposé une offre (deux).
- l'examen du procès verbal d'ouverture a permis de constater que l'attributaire du marché n'a pas fourni toutes les pièces administratives demandées dans le cahier des charges et le procès verbal d'attribution ne mentionne pas qu'il a régularisé sa situation ; sous ce rapport, nous constatons que le PV d'ouverture ne mentionne pas qu'il est accordé un délai pour ladite régularisation.

Recommandations

- procéder à une large publicité des appels d'offres pour créer les conditions d'une réelle compétition. A cet effet, les Autorités Contractantes devraient disposer des budgets requis.
- veiller à une correcte application des dispositions du NCMP relatives à l'accès à la commande publique (articles 43, 45 et 46 du NCMP).

AOO N° 7 – DEFCCS - ACQUISITION DE GAINES FORESTIERES POUR LA CAMPAGNE NATIONALE

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 04 janvier 2008

Date de dépôt des offres : 29 février 2008

Délai de préparation des offres : 55 jours

Date d'attribution: 10 mars 2008

Date d'approbation: le 6 mai 2008

Date de notification: Néant

Délai d'exécution : non mentionné dans le contrat

Attributaires: FERMON LABO pour un montant de 80 000 000 F CFA HT/HD

Non conformités identifiées

- le procès verbal d'ouverture des plis ne comporte pas de tableau récapitulatif mentionnant la liste des pièces et documents requis dans le cahier des charges. Il se borne à indiquer dans un tableau préliminaire d'évaluation des offres que la vérification est effectuée, la garantie de l'offre conforme ou pas, l'offre exhaustive ou non, l'offre conforme ou non pour l'essentiel et l'acceptation ou la non acceptation pour examen détaillé. Nous notons encore une fois que la commission a éliminé des soumissionnaires pour durée de validité de leur caution non conforme outrepassant ses prérogatives.
- Le rapport technique d'évaluation annonce en annexe le rapport d'expertise indépendant sur le micronage sur la base duquel la commission a fondée sa décision de déclarer conforme les offres des deux soumissionnaires conforme. Ledit rapport ne figure pas dans le dossier de passation

Recommandations

- il s'agit de lister individuellement l'ensemble des pièces requises, de préciser si elles sont fournies ou non, de mentionner leurs dates de validité avant de se prononcer, à ce stade préliminaire, sur l'exhaustivité de l'offre et sur sa recevabilité (utiliser les documents types)
- verser au dossier de passation les pièces justificatives des décisions d la Commission d'Evaluation.

AOO N° 8 - DEFCCS - FOURNITURE, TRANSPORT ET POSE DE 49 800 METRES DE GRILLAGE

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 11 février 2008

Date de dépôt des offres : 10 mars 2008

Délai de préparation des offres : 29 jours

Date d'attribution: 28 mars 2008

Date d'approbation: 31 décembre 2008

Date de notification: Néant

Attributaires: CORAK pour un montant de 140 000 000F CFA HT/HD

Non conformités identifiées

- ce marché n'a pas donné lieu à une large publicité pour permettre aux fournisseurs potentiels de concourir puisque l'avis d'appel d'offres n'est paru qu'une seule fois dans le quotidien « Soleil » le 11 février 2008. Ceci explique le faible nombre de soumissionnaires à avoir retiré le DAO (cinq) et à avoir déposé une offre (trois).
- Compte tenu des restrictions budgétaires, le marché a été notifié pour 140 000 000 FCFA, alors que l'offre de l'attributaire était chiffrée à 162 419 000 F CFA HT/HD.

Recommandations

- procéder à une large publicité des appels d'offres pour créer les conditions d'une réelle compétition. A cet effet, les Autorités Contractantes devraient disposer des budgets requis.

- en cas de restrictions budgétaires, l'autorité contractante doit revoir le volume des prestations pour ajuster le montant du marché aux crédits disponibles. Cet ajustement ne doit pas porter sur les prix unitaires ni découler d'un rabais consenti par l'attributaire au regard de l'interdiction formelle de négocier les prix sur les marchés de travaux et de fournitures.

AOO N° 1 - DBRELA - REALISATION DES BASSINS DE RETENTION ET DES LACS ARTIFICIELS

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 26 mars 2008

Date de dépôt des offres : 28 avril 2008

Délai de préparation des offres : 32 jours

Date d'attribution: 18 juin 2008

Date d'approbation: Néant

Date de notification: Néant

Délai d'exécution : Néant

Attributaires pour un montant global de 2 975 202 192 F CFA TTC

Lot 1 : DIAPO E B DIENG pour un montant de 281 022 351 F CFA TTC

Lot 2 : HOLDING GUEYE pour un montant de 223 431 584 F CFA TTC

Lot 3 : SENTHRAS pour un montant de 565 467 452 F CFA TTC

Lot 4 : SHYP SAU pour un montant de 482 553 920 F CFA TTC

Lot 5 : SHYP SAU ET SAGECO SAU pour un montant de 176 890 555 F CFA TTC

Lot 6 : SOCETRA pour un montant de 353 353 950 F CFA TTC

Lot 7 : SOTRACOM pour un montant de 892 482 380 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- l'avis spécifique de passation des marchés qui est parue dans le quotidien « Le Soleil » en date du 26 mars 2008 est relatif à plusieurs dossiers d'appels d'offres :
 - DAO pour les travaux de réalisation de bassins de rétention et lacs artificiels,
 - DAO pour une étude de faisabilité et d'exécution pour la construction de bassins de rétention et de lacs artificiels,
 - DAO pour l'entretien et maintenance des bassins de rétention et lacs artificiels,
 - DAO pour l'aménagement et valorisation des bassins de rétention par la création de points d'eau comme des mini – forages maraîchers.

En principe, un avis spécifique doit être lancé pour chaque dossier d'appel d'offres. Par ailleurs, l'appel d'offres n'est pas la procédure indiquée pour les études de faisabilité qui constituent des prestations intellectuelles devant donner lieu au lancement d'une Demande de Manifestation d'Intérêt (DMI) préalablement à l'établissement d'une liste restreinte de consultants auxquels une Demande de Proposition (DP) sera adressée.

- la durée de validité des offres (150 jours), l'exigence d'une garantie de soumission d'un million de francs CFA, d'une attestation de capacité financière de cinquante millions de francs CFA et d'une attestation d'existence d'une ligne de crédit nette de tout engagement d'un montant de dix millions de francs CFA pour chacun des vingt deux sites concernés, constituent des clauses abusives que les PME ne peuvent satisfaire d'où une entrave au libre accès à la commande publique. De surcroît, l'article 4 du DAO relatif aux avances stipule que le début des travaux n'est pas assujéti au paiement de ladite avance dont le montant est fixé à 10% du montant du marché. Le même article précise que cette avance

sera déduite des décomptes sur la base d'une retenue de 20 % ce qui est contraire à toutes les règles d'imputation des avances sur les décomptes de travaux.

- le dossier d'appel d'offres ne précise pas le délai de validité de la garantie de soumission ; ainsi, ledit délai est présumé identique à celui de la validité des offres. Nous relevons que le délai de validité de la caution produite par le groupement SHYP SAU et SAGECO SAU, attributaire du lot 5 pour un montant de 176 890 555 F CFA TTC expire le 25 avril 2008 soit trois jours avant la date limite de dépôt des offres et que ce groupement n'a produit aucune des autres pièces administratives (quitus fiscal, AIRT, CSS, IPRES) à l'ouverture des plis. La régularisation de sa situation administrative par ledit groupement n'est mentionnée dans aucun autre procès verbal. Le GIE DIAPPO et l'entreprise SHYB SAU attributaires respectifs des Lot 1 et 4 pour les montants respectifs de 281 022 351 F CFA TTC et 482 553 920 F CFA TTC n'ont pas non plus produit lesdites pièces administratives.
- le DAO ne prévoit pas la production, par les soumissionnaires, d'une garantie de bonne exécution ; la DBRLA a voulu se rattraper en joignant, en annexe à la lettre de notification de l'attribution provisoire, un modèle de garantie de bonne exécution.
- l'article 5 du DAO stipule que « ...toute entreprise ayant des travaux non exécutés dans le cadre d'un marché avec la DBRLA sans motif valable ou ayant des travaux non terminés pour des raisons qui lui sont propres alors que le délai de réception est passé d'un an ou plus est techniquement éliminé ». Cette disposition du cahier des charges n'est pas conforme au NCMP.
- le DAO n'ayant pas expressément exclu les regroupements d'entreprises, SAGECO SAU et SHYB SAU ont soumissionné ensemble pour les sites N° 1, 2, 16 et 17 et SHYB a soumissionné seul pour les sites N° 9, 10, 11 et 15 ; nous constatons que la garantie de soumission, l'attestation de capacité financière et l'attestation de ligne de crédit versées au dossier du groupement sont les mêmes que les pièces versées au dossier de SHYB alors que les pièces auraient dû être libellées au nom du groupement.
- le DAO n'a pas exigé des soumissionnaires la production de l'attestation de la CNQCE pour les marchés de BTP ;
- le procès verbal d'ouverture ne donne aucune indication sur la liste des candidats ayant retiré le dossier d'appel d'offres pour permettre de s'assurer que seuls ceux qui ont retiré le DAO ont déposé leurs offres.
- le procès verbal d'ouverture ne déclare pas irrecevables les offres de deux soumissionnaires n'ayant pas fourni de garantie de soumission ; c'est dans le procès verbal d'évaluation que la Commission des Marchés a consigné cette information alors que le défaut de garantie de soumission doit entraîner l'élimination du soumissionnaire à l'ouverture et doit être consigné dans le procès verbal d'ouverture.
- le procès verbal d'attribution est intitulé à tort Procès Verbal d'Adjudication.
- les lots attribués se chiffrent à 2 975 202 192 F CFA TTC alors que les marchés notifiés sont estimés à 767 516 144 F CFA TTC en raison des réductions des crédits budgétaires ; notons qu'aucun report de crédit n'a été fait en 2009 pour permettre la conclusion des marchés attribués non encore approuvés et notifiés.

Recommandations

- il faut veiller à ne pas faire de confusion entre un avis général de passation des marchés et un avis spécifique de passation des marchés qui est propre à chaque acquisition. Par ailleurs, les études de faisabilité qui constituent des prestations intellectuelles doivent donner lieu au lancement d'une demande de manifestation d'intérêt avant l'établissement d'une liste restreinte de consultants auxquels une demande de proposition sera adressée.

- les clauses des DAO ne doivent pas avoir pour effet d'exclure de facto certaines catégories d'entreprises du fait de leur caractère discriminatoire ; cela est valable aussi bien pour les critères de qualification que pour les modalités financières de paiement. Par ailleurs les clauses d'imputation des avances sur les décomptes doivent être conformes aux règles. En outre, la durée limite de validité des garanties de soumission doit être précisée dans le DAO et sa date postérieure à la date limite de validité des offres.
- la validité des pièces administratives produites par les soumissionnaires doit faire l'objet d'une analyse au moment de l'évaluation ; toute pièce non fournie au moment de l'ouverture, à l'exception de la garantie de soumission, doit être régularisée au moment de l'attribution. Ladite régularisation doit être renseignée dans le procès verbal d'attribution.
- le DAO doit comporter une clause relative à la constitution de la garantie de bonne exécution ; les dispositions additionnelles non incluses dans le DAO initial et / ou ses additifs n'est opposable à l'attributaire.
- l'article 5 du DAO stipule que « ...toute entreprise ayant des travaux non exécutés dans le cadre d'un marché avec la DBRLA sans motif valable ou ayant des travaux non terminés pour des raisons qui lui sont propres alors que le délai de réception est passé d'un an ou plus est techniquement éliminé ». Cette disposition discriminatoire du cahier des charges n'est pas opposable aux soumissionnaires.
- les soumissions conjointes ne devraient être acceptées que lorsqu'elles sont accompagnées d'une convention de partenariat ou d'un protocole d'accords définissant les rôles et responsabilités de chacun des partenaires. Par ailleurs, les cahiers des charges devraient clairement indiquer si elles sont permises ou non.
- ce n'est pas dans le dans le procès verbal d'évaluation mais plutôt dans le procès verbal d'ouverture que les offres des soumissionnaires n'ayant pas fourni de garantie de soumission doivent être déclarées irrecevables.
- les avis d'attribution insérés dans les journaux doivent préciser s'il s'agit d'une attribution provisoire ou d'une attribution définitive
- se conformer à la nouvelle terminologie du NCMP.
- en cas de restrictions budgétaires, l'autorité contractante doit revoir le volume des prestations pour ajuster le montant du marché aux crédits disponibles. Cet ajustement ne doit pas porter sur les prix unitaires ni découler d'un rabais consenti par l'attributaire au regard de l'interdiction formelle de négocier les prix sur les marchés de travaux et de fournitures.

AOO N° 3 - DBRLA - ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES BASSINS DE RETENTION DANS LES REGIONS DE LOUGA, KAOLACK, DAKAR, THIES, FATICK, MATAM ET DIOURBEL

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 26 mars 2008

Date de dépôt des offres : 28 avril 2008

Délai de préparation des offres : 32 jours

Date d'attribution: 18 juin 2008

Date d'approbation:

Date de notification:

Délai d'exécution :

Attributaires: pour un montant global de 500 073 010 F CFA TTC

Lot 1 : GROUPE SIGMA pour un montant total de 35 824 800 F CFA

Lot 2 : POLYSERVICES pour un montant total de 110 178 000 F CFA

Lot 3 : SENTHRAS pour un montant total de 19 009 210 F CFA

Lot 4 : SOTRACOM pour un montant total de 335 061 000 F CFA

Non conformités identifiées

- ce marché ne figure pas dans le plan de passation de marché en violation des dispositions de l'article 6 du NCMP,
- l'examen du procès verbal d'ouverture a permis de noter que ledit PV mentionne l'obligation pour les soumissionnaires de fournir une attestation de ligne de crédit alors que ce document n'est pas requis dans le DAO. Par ailleurs, l'attestation de capacité financière demandée dans l'article 15 F du cahier des charges ne précise pas le montant de ladite attestation. En outre, cet article comporte une clause discriminatoire qui exige aux soumissionnaires ayant fait une offre financière supérieure à 350 000 000 F CFA la production d'un bilan certifié sous peine de non-conformité de l'offre technique.
- le DAO mentionne, dans ses critères d'évaluation la fourniture dans les équipements lourds d'un « POCLAIN » contrevenant aux dispositions de l'article 7 du NCMP qui proscriit toute référence à des noms de marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier.
- l'article 4 du DAO relatif aux avances stipule que le début des travaux n'est pas assujéti au paiement de ladite avance dont le montant est fixé à 10% du montant du marché. Le même article précise que cette avance sera déduite des décomptes sur la base d'une retenue de 20 % ce qui est contraire à toutes les règles d'imputation des avances sur les décomptes de travaux.
- l'article 15 du DAO stipule que « ...toute entreprise ayant des travaux non exécutés dans le cadre d'un marché avec la DBRLA sans motif valable ou ayant des travaux non terminés pour des raisons qui lui sont propres alors que le délai de réception est passé d'un an ou plus est techniquement éliminé ». Cette disposition du cahier des charges est de nul effet au regard du droit commun.
- les mêmes critères d'évaluation que ceux utilisés dans l'appel d'offres portant sur la réalisation des bassins de rétention ont été consignés dans le procès verbal d'évaluation de l'appel d'offres sur l'entretien et la maintenance alors que les critères figurant dans les DAO respectifs ne sont pas rigoureusement identiques.
- le procès verbal d'ouverture des plis ne mentionne pas le nombre de candidats ayant retiré le DAO.
- la commission d'évaluation a éliminé le Groupe Disso au motif que le matériel lourd présenté par ce soumissionnaire n'est pas conforme au nombre de sites auxquels il a soumissionné (11 sites). Dans le même procès verbal, la Commission d'Evaluation déclare recevables les offres de SOTRACOM (2 pelles hydrauliques et 11 pelles à pneus, 3 camions citernes de 10 m³ et un compacteur plaque vibrante pour 11 sites), de SENTHRAS (2 bulldozers, 1 compacteur, un chargeur à pneus, un niveleur, quatre camions bennes et deux citernes pour 4 sites), etc. Le DAO impose la mise à disposition, pour chaque type d'engin, d'une unité par site à savoir : 1 Bulldozer D8, 1 compacteur pied de mouton, 1 compacteur rouleau lisse, 1 pelle mécanique, 1 niveleuse, 1 Poclain, 2 camions Benne de 32 M³, 1 camion citerne de 10 000 M³, 1 bétonnière, 1 véhicule de liaison. L'examen du procès verbal d'évaluation montre que le nombre d'équipements lourds présentés par les soumissionnaires dont les offres ont été déclarées conformes n'est pas proportionnellement équivalent au nombre de sites auxquels ils ont soumissionné. Il s'agit manifestement d'une application, à géométrie

variable, de ce critère qui a abouti à l'élimination d'un candidat sur des bases pas tout à fait objectives.

Recommandations

- faire des mises à jour du plan de passation des marchés pour éviter de violer les dispositions de l'article 6 du NCMP,
- de nouveaux critères d'évaluation ne doivent pas être introduits au cours du processus d'évaluation conformément aux dispositions de l'article 59 du NCMP. Par ailleurs, le DAO doit préciser le montant de l'attestation de capacité financière. En outre, les clauses discriminatoires doivent être bannies des DAO.
- les références à des noms de marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier ne doivent pas être incluses dans les DAO.
- se conformer aux dispositions du NCMP en matière de règlement des avances et veiller à une correcte imputation des avances sur les décomptes de travaux conformément aux principes comptables généralement admis.
- l'article 15 du DAO stipule que « ...toute entreprise ayant des travaux non exécutés dans le cadre d'un marché avec la DBRLA sans motif valable ou ayant des travaux non terminés pour des raisons qui lui sont propres alors que le délai de réception est passé d'un an ou plus est techniquement éliminé ». Cette disposition du cahier des charges est de nul effet au regard du droit commun ; il faut veiller à un strict respect des règles de droit dans la formulation des articles des DAO.
- préparer avec le soin requis les procès verbaux en faisant attention aux pièges du « copier / coller ».
- mentionner le nombre de candidats ayant retiré le DAO dans le procès verbal d'ouverture des plis.
- Il convient d'appliquer les critères d'évaluation de manière rigoureuse à tous les soumissionnaires sans discrimination aucune. Cependant, il faut de noter qu'il n'est pas raisonnablement normal d'exiger des soumissionnaires la disponibilité de tout ce matériel lourd au même moment dès lors qu'une bonne planification et une exécution normale des travaux permet de ventiler en temps opportun le matériel nécessaire au bon endroit.

4.3.2 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les tableaux récapitulatifs ci – après font la synthèse des non conformités identifiées dans les quarante DRP qui constituaient l'échantillon sur lequel nous avons travaillé.

| Description | SERVICE DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT | | | | |
|---|--|---------------------------|-------------------------|--|-------------------------|
| Nature des prestations | 1. Consommables informatiques | 3. Abonnement de journaux | 4. Nettoyement de Touba | 8. Matériel de lutte contre les feux de brousses | 9. Réparation véhicules |
| Attributaires | JET EQUIP | Mamadou S. DRAME | SENSERP-GIE | GIE – sci | Mor Kane |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 7 999 220 | 4 000 000 | 24 570 000 | 14 499 250 | 10 045 680 |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ |
| Incohérences dans les dates d'établissement des documents de passation des marchés | √ | √ | | | |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non respect des seuils de passation des marchés | | | √ | | |
| Documents de passation tels que les PV de réception non versés au dossier de passation | √ | √ | √ | √ | √ |
| Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires | √ | √ | √ | √ | √ |

| Description | SERVICE DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT | | | | |
|---|---|----------------------------|------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| Nature des prestations | 10. Acquisition produits d'entretien | 11. Banderolles (JME) 2008 | 13. Plan de communication JME 2008 | 16. Arbre de Noël (Jouets) | 20. Réparation véhicules |
| Attributaires | Mme Fatou Ndiaye | Entreprise Khadidiatou | Ets Aw et Frères | SENI | Thierno Niang |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 4 999 660 | 4 158 379 | 5 841 000 | 14 800 150 | 5 801 529 |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés | √ | √ | √ | √ | √ |
| Délais anormalement longs entre la date d'attribution et la date d'approbation des contrats | √ | √ | | | |
| Documents de passation tels que les PV de réception non versés au dossier de passation | √ | √ | √ | √ | √ |
| Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires | √ | √ | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ETABLISSEMENTS CLASSES | | | | |
|---|--|-------------------------|--|---|---|
| Nature des prestations | 1. Consommables informatiques | 3. Equipement de bureau | 4. Configuration du réseau informatique et paramétrage | 10. Entretien et maintenance informatique | 11. Travaux de peinture des locaux de la DEEC |
| Attributaires | SPA | AFDIS GIE | Distribution Plus | EFED | CDES |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 8 999 978 | 14 115 500 | 11 939 606 | 10 330 900 | 8 705 379 |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés | √ | √ | √ | | |
| Documents de passation tels que les PV de réception et contrats non versés au dossier de passation | √ | √ | √ | √ | √ |
| Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires | √ | √ | √ | √ | √ |
| Délai relativement long entre la date d'attribution et celle de la signature du contrat | √ | √ | √ | | |

| Description | DIRECTION DES BASSINS DE RETENTION ET DES LACS ARTIFICIELS | | | | | | |
|---|---|-------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Nature des prestations | 1. Entretien & Réparation Véhicules | 3. Consommables informatiques | 4. Matériel et mobilier de bureau | 6. Entretien et maintenance informatique | 7. Réparation véhicules | 10. Autres achats biens et services | 13. Autres prestations de services |
| Attributaires | Shell PASTEUR | Polyservices | Polyservices | ADB GROUP | Mor KANE | POLYSERVICES | KPMG |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 5 000 000 | 7 135 000 | 5 019 000 | 7 957 000 | 6 750 000 | 10 000 000 | 6 000 000 |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Documents de passation tels que les PV de réception et contrats non versés au dossier de passation | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |

| Description | DIRECTION DES PARCS NATIONAUX | | | | | |
|--|---------------------------------|---------------------------------|--|--|--------------------------|-----------------------------------|
| | 1. BCI Mobilier de bureau | 3. BCI Mobilier de bureau | 2. BG Consommables informatiques | 3. BG Consommables informatiques | 4. BG Fontaines à eau | 5. BG Fournitures de bureau |
| Nature des prestations | | | | | | |
| Attributaires | Daoud bureau | Daoud bureau | Burotic – diffusion | Burotic – diffusion | Khar yalla entreprise | Kalla- multiservices |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 2 796 600 | 1 899 800 | 9 495 696 | 2 504 078 | 1 200 000 | 6 592 955 |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Documents de passation tels que les PV de réception et contrats non versés au dossier de passation | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions requisés dans les procès verbaux de réception | | | | | | √ |
| Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Délai relativement long entre la date d'attribution et celle de la signature du contrat | √ | √ | | | | √ |

| Description | DIRECTION DES PARCS NATIONAUX | | | | | |
|---|--------------------------------------|---------------------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|--|
| Nature des prestations | 6. BG Fournitures de bureau | 7. BG Fournitures informatiques | 10. BG Matériel de campement | 11. BG Pneumatiques | 14. BG Fournitures véhicules | 16. BG Entretien matériel informatique |
| Attributaires | Kalla-multiservices | Burotic – diffusion | Senegal-multiservices | Top pneus | Keur mame diarra | Burotic – diffusion |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 3 337 807 | 8 800 962 | 7 326 443 | 13 776 854 | 6 199 352 | 4 041 500 |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Documents de passation tels que les PV de réception et contrats non versés au dossier de passation | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions requises dans les procès verbaux de réception | √ | | | | | |
| Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Délai relativement long entre la date d'attribution et celle de la signature du contrat | | | | √ | √ | |

| Description | DIRECTION DES EAUX, FORETS, CHASSES ET DE LA CONSERVATION DES SOLS | | |
|---|---|----------------------------------|--|
| Nature des prestations | 1.1. Fourniture de bureau | 62.1.3. Consommable informatique | 62.2.6.13. Réparation parcs automobile |
| Attributaires | EDEN | SINPAC | TECHNOVIA |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 9 999 975 | 10 982 260 | 9 000 000 |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés | √ | √ | √ |
| Documents de passation tels que les PV de réception et contrats non versés au dossier de passation | √ | √ | √ |
| Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires | √ | √ | √ |
| Délai relativement long entre la date d'attribution et celle de la signature du contrat | √ | √ | |

| Description | DIRECTION DES EAUX, FORETS, CHASSES ET DE LA CONSERVATION DES SOLS | | | |
|---|---|--|------------------------------------|-----------------------|
| Nature des prestations | 62.9 .9.6. Produits divers | 62.9 .9.9. Carnet d'exploitation forestier | 61.9.9.4. Matériel de pépinière | 61.9.9.5. Pneumatique |
| Attributaires | CARI | GIE ALOUCH | ELITE | ETS MALAYE |
| Montants des marchés en F CFA TTC | 14 750 000 | 14 904 462 | 14 611 350 | 14 627 461 |
| Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP | √ | √ | √ | √ |
| Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés | √ | √ | √ | √ |
| Documents de passation tels que les PV de réception et contrats non versés au dossier de passation | √ | √ | √ | √ |
| Montant proche du seuil et champs d'application des procédures de passation de marchés relatifs à l'article 53 | √ | √ | √ | √ |
| Non séparation des procès verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés | √ | √ | √ | √ |
| Délai relativement long entre la date d'attribution et celle de la signature du contrat | | | √ | |

Les frais de réparation de véhicules ont donné lieu au lancement de 3 DRP pour un montant cumulé estimé à 36 597 209 F CFA. Le même constat a été fait pour les achats de consommables informatiques qui ont fait l'objet de sept procédures de DRP pour des coûts cumulés estimés à 57 116 232 000 F CFA de même que pour l'entretien du matériel informatique pour lequel trois DRP ont été lancées pour un montant cumulé de 23 938 106 F CFA. Cette démultiplication de procédures de DRP est une illustration d'une pratique de fractionnement des marchés. Il aurait été préférable de lancer un appel d'offres en bonne et due forme, de désigner des attributaires avec lesquels des marchés à commande ou de clientèle pourraient être signés. Le tableau ci après fait la synthèse de ces achats fractionnés.

TABLEAU RECAPITULATIF DES DRP RELATIFS A LA REPARATION DE VEHICULES

| DRP N° | FOURNISSEURS | SAGE | DEEC | DBRLA | DPN | DEFCCS |
|--------------------|-------------------|-------------------|------|-------------------|-----|------------------|
| 9. | MOR KANE | 10 045 680 | | | | |
| 20. | THIERNO NIANG | 5 801 529 | | | | |
| 1. | SHELL PASTEUR | | | 5 000 000 | | |
| 7. | MOR KANE | | | 6 750 000 | | |
| 62.2.6.13. | TECHNOVIA | | | | | 9 000 000 |
| Sous- total | | 15 847 209 | | 11 750 000 | | 9 000 000 |
| Total | 36 597 209 | | | | | |

TABLEAU RECAPITULATIF DES DRP RELATIFS A L'ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

| DRP N° | FOURNISSEURS | SAGE | DEEC | DBRLA | DPN | DEFCCS |
|--------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 1. | JET EQUIP | 7 999 220 | | | | |
| 1. | SPA | | 8 999 978 | | | |
| 3. | POLYSERVICES | | | 7 135 000 | | |
| 7. | MOR KANE | | | 10 000 000 | | |
| 2. | DAOUD BUREAU | | | | 9 495 696 | |
| 3. | DAOUD BUREAU | | | | 2 504 078 | |
| 62.1.3. | SINPAC | | | | | 10 982 260 |
| Sous- total | | 7 999 220 | 8 999 978 | 17 135 000 | 11 999 774 | 10 982 260 |
| Total | 57 116 232 | | | | | |

TABLEAU RECAPITULATIF DES DRP RELATIFS A L'ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE

| DRP N° | FOURNISSEURS | SAGE | DEEC | DBRLA | DPN | DEFCCS |
|--------------------|---------------------|------|-------------------|------------------|------------------|--------|
| 4. | DISTRIBUTION PLUS | | 11 939 606 | | | |
| 6. | ADB GROUP | | | 7 957 000 | | |
| 16. | BUROTIC – DIFFUSION | | | | 4 041 500 | |
| Sous- total | | | 11 939 606 | 7 957 000 | 4 041 500 | |
| Total | 23 938 106 | | | | | |